

## Communiqué de presse

### Expulsion collective vers Haïti depuis la Guadeloupe : la préfecture organise un charter pour contourner l'absence de vols commerciaux

Les lignes aériennes commerciales qui relient les Antilles et Haïti sont fermées depuis le début de la pandémie de COVID ; qu'à cela ne tienne, la préfecture de Guadeloupe organise un charter pour assurer la poursuite des expulsions vers Haïti !

**Ce vol, spécialement affrété pour expulser une trentaine de personnes, doit partir le 7 décembre 2020. Nos associations dénoncent l'organisation de ce charter, dans un contexte sanitaire mondial toujours fragile et vers un pays où une crise politique continue de sévir.**

Parmi les personnes enfermées au centre de rétention administrative (CRA) de Guadeloupe et susceptibles d'embarquer à bord de ce vol, se trouvent des parents d'enfant français, des personnes malades nécessitant un suivi médical lourd et indisponible en Haïti, des futurs parents ou encore des personnes vivant en France depuis plusieurs années, pour certaines arrivées avant leur majorité. Une personne attend que le juge se prononce sur la légalité de son refus de séjour. Toutes ont tenté de prendre un rendez-vous sur internet pour régulariser leur situation, sans y parvenir.

Alors même que la France se trouve toujours sous état d'urgence sanitaire, le CRA connaît paradoxalement une activité forte ces dernières semaines. Si la distribution de masques et de gel a été organisée au CRA, la promiscuité des lieux et le fonctionnement par nature d'un CRA rendent la poursuite des placements très décalée des enjeux actuels de santé publique.

Cette expulsion interviendrait par ailleurs en totale contradiction avec les recommandations du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères qui déconseille fortement de se rendre en Haïti. En effet, le pays connaît depuis plusieurs mois un contexte de violences généralisées du fait de l'implantation de gangs armés dans plusieurs zones du pays. Le risque d'enlèvement et d'agressions y est très important et la prise en charge médicale contre la pandémie de Covid-19 n'est que relative.

**Nos associations dénoncent une politique d'enfermement et d'expulsion acharnée et qui expose la sécurité et la santé des personnes étrangères.**

**Nous demandons l'annulation de ce vol et la libération immédiate des personnes enfermées au CRA des Abymes.**

*Signataires du communiqué de presse*

Amnesty International Guadeloupe

Fédération de la ligue des droits de l'Homme Guadeloupe

La Cimade

Tet Kolé